Plan Local d'Urbanisme de MASSY

Pièce 7.1.2 : Les zones de publicité restreinte et de publicité élargie

PLU approuvé le 15 septembre 2016	
Dernière procédure approuvée	
Modification simplifiée n°4	Modification simplifiée n°4 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 19 mai 2022

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

****

MAIRIE DE MASSY

(ESSONNE)

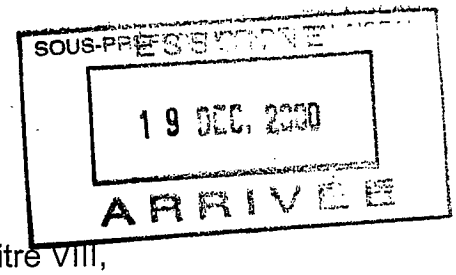
******

ARRÊTÉ DU MAIRE

****

ARRÊTÉ / ENV / 2K / 045

ARRÊTÉ PORTANT RÈGLEMENT COMMUNAL DE LA PUBLICITÉ, DES ENSEIGNES ET DES PRÉENSEIGNES



LE MAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Environnement et notamment son livre V titre VIII,

Vu les décrets n° 80-923 du 21 novembre 1980,
n° 80-924 du 21 novembre 1980,
n° 82-211 du 24 février 1982,
n° 82-220 du 25 février 1982,
n° 82-764 du 6 septembre 1982,
n° 96-946 du 24 octobre 1996,

pris en application du livre V titre VIII dudit code .

Vu l'arrêté municipal en date du 23 novembre 1992 fixant les limites de l'agglomération,

Vu l'arrêté préfectoral n°99/PREF/DCL/00121 en date du 01 avril 1999 constituant le groupe de travail,

Vu l'avis favorable émis sur le projet d'arrêté par le groupe de travail en sa séance du 06 octobre 1999,

Vu l'avis favorable émis par la Commission des Sites,

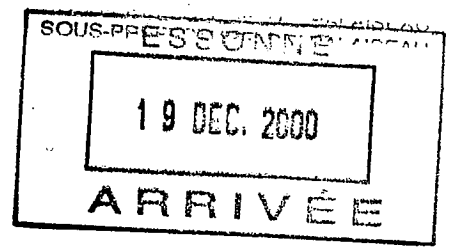
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du avril 2000 approuvant le projet,

Considérant qu'il importe de modifier l'arrêté du 02 octobre 1991.

ARRÊTE

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES



ARTICLE 1 -

Le présent règlement est établi conformément aux dispositions des articles L.581-7, L.581-10, L.581-11 et L.581-14 du Code de l'Environnement. Il abroge et remplace l'arrêté municipal du 02 Octobre 1991.

ARTICLE 2 - CHAMPS D'APPLICATION.

Le présent règlement, dont les dispositions s'imposent aux particuliers comme aux personnes morales de droit public ou privé, s'applique sur le territoire de la ville de MASSY. Il complète la réglementation nationale.

ARTICLE 3 - DIVISIONS DU TERRITOIRE EN ZONES.

Le territoire de Massy, couvert par le présent règlement, est divisé en cinq zones réparties au plan conformément à la légende :

- zone de publicité restreinte n° 1,
- zone de publicité restreinte n° 2,
- zone de publicité restreinte n° 3,
- zone de publicité restreinte n° 4,
- zone de publicité autorisée ,

ARTICLE 4 - PORTÉE RESPECTIVE DU RÈGLEMENT A L'ÉGARD DES AUTRES RÉGLEMENTATIONS.

Les dispositions du présent règlement s'appliquent sans préjudice des prescriptions prises au titre de législations spécifiques concernant le plan d'occupation des sols de la ville de MASSY, des servitudes d'utilité publique, radioélectriques ou aéronautiques et qui sont reportées à titre indicatif au plan d'occupation des sols de la ville de MASSY.

ARTICLE 5 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX LIMITES DE ZONES.

Quand la limite de deux zones correspond à une rue sans précision de la parité, les deux façades de cette rue, y compris les toitures et les retours sur une profondeur de 20 mètres font partie intégrante de la zone à laquelle est figurée l'emprise de la rue. Toutefois, chaque rue conserve le règlement de la zone dans laquelle est figurée son emprise.

Quand une parcelle cadastrale possède des façades avec plusieurs types de zones différentes, la limite de deux zones correspond à la médiane du polygone.

ARTICLE 6 - DEFINITIONS.

- Dispositif simple : support publicitaire pouvant présenter une simple face affichable avec dos habillé ou deux faces dos à dos,

- Dispositif double : combinaison de deux dispositifs simples formant un ensemble indissociable,

- Parcelle : unité de base de division du territoire communal, telle que figurée au cadastre,

- Façade : limite de la parcelle avec une voie publique ou ouverte à la circulation publique.

SOUS-PRÉFECTURE
19 DEC. 2000
ARRIVÉE

CHAPITRE II

DISPOSITIONS PARTICULIERES

ARTICLE 7 - ZONE DE PUBLICITE RESTREINTE N° 1 (Z.P.R.1)

7.1 - DELIMITATION DE LA Z.P.R.1

La Z.P.R.1 est constituée du territoire communal situé hors agglomération, ainsi que la ZPPAUP et le site inscrit de Vilgénis.

Les limites de l'agglomération sont fixées par l'arrêté municipal du 23 novembre 1992.
Les limites de la ZPPAUP sont fixées par arrêté . Elle comprend notamment les axes suivants :

La rue Gabriel Péri,
La rue Gambetta,
L'avenue de Verrières,
La rue Ferdinand Boire,
La rue Max Dormoy,
La rue de la Gare,
L'Impasse Farjanel,
La Ruelle de Gaudon,
La rue de Longjumeau,
Le sentier des Goachères sur une profondeur de 100 m à partir de la rue A. Nicolas,
Le passage de la Source sur une profondeur de 40 m à partir de la rue A. Nicolas,
La rue d'Estienne d'Orves après l'Av. de Verrières jusqu'au pont ferroviaire,
Le chemin des Sablons,
La rue Mangeon sur une profondeur de 20 m à partir de la rue Max Dormoy,
La rue A. Chénier sur une profondeur de 50 m à partir de la rue G. Péri,
La rue Pierre Picard de l'Av. de Versailles à la place G. BRUN,
La place G. Brun,

La rue Normandie-Niemen,
La place Normandie-Niemen,
L'Av. du Gal de Gaulle (coté pair) de la limite entre les parcelles cadastrées au rond-point de l'appel du 18 juin jusqu'à la limite entre les parcelles cadastrées,
La rue de la Division Leclerc de l'av. du Gal de Gaulle à la rue G. Péri,
La rue Fustel de Coulanges,
La place de l'Hôtel Dieu,
Le passage de l'Hôtel Dieu,
La rue André Nicolas,
La place Victor Schoelcher,
La rue Henri Gilbert,
L'avenue J.F. Kennedy,
La rue Pasteur,
La rue N. Appert de la rue du Village à la rue G. Péri,
La rue du 8 mai 1945,
La rue Mermoz (coté pair) sur une profondeur de 50 m à partir de la rue de Longjumeau,
La rue E. Crétel de la rue G. Péri à l'allée Clos d'Origny,
La rue de Versailles de la rue Shaeffner jusqu'à 40 m après l'intersection avec la rue de la Bergerie,
La rue Robespierre,
La rue L. Sergent coté impair de 85 m après l'intersection avec l'Avenue S. Allende jusqu'à la rue de Versailles et coté pair de 150 m après l'intersection avec l'Avenue S. Allende jusqu'à la rue de Versailles,
La rue de la Bergerie, coté pair, de la rue de Versailles jusqu'à 75 m avant l'Avenue S. Allende coté impair, de la rue de Versailles jusqu'à 160 m avant l'Avenue S. Allende,
Le chemin du Trou de l'Hôtel de la rue de la Bergerie à la rue L. Sergent,
Le Sentier du clos de Villaine,
Le sentier du Pavillon,
Place Lucien Sergent

Le plan annexé précise les limites de la Z.P.R.1.

ESSONNE
19 DEC. 2020
ARRIVÉE

7.2 - PRESCRIPTIONS.

7.2.1 - Publicité.

La publicité y est interdite y compris celle effectuée à l'aide de véhicules terrestres équipés à des fins essentiellement publicitaires.

7.2.2 - Enseignes.

7.2.2.1 - Enseignes non lumineuses.

En plus des stipulations du décret 82-211, les enseignes sont autorisées comme suit, dans la Z.P.P.A.U.P. et dans les lieux et immeubles mentionnés aux articles 4 et 7 de la loi 79-1150 :

- Par activité, le nombre d'enseigne est limité à une enseigne disposée à plat et une enseigne drapeau. Exceptionnellement les activités situées à l'intersection de deux

voies pourront disposer d'une enseigne disposée à plat et d'une enseigne drapeau pour chaque voie.

- Les enseignes disposées à plat sont implantées dans la hauteur du rez-de-chaussée. Sa surface maximale ne peut excéder 1/5 de la surface de la devanture.
- Les enseignes drapeaux sont implantées entre le haut de la devanture et l'appui de la fenêtre du premier étage ou dans l'emprise des fenêtres du premier étage. Les dimensions maximales du dispositif sont de 0,80 m x 0,80 m.
- Les couleurs des enseignes sont en harmonie avec la façade de l'immeuble.
- Les enseignes scellées au sol ou fixées directement sur le sol sont interdites.

Hors ZPPAUP sur le reste de la Z.P.R.1, les enseignes sont autorisées comme suit :

- deux enseignes parallèles au mur qui les supporte, d'une superficie totale ne dépassant pas 4 m² et deux enseignes perpendiculaires d'une superficie totale ne dépassant pas 1 m² maximum par activité,
- les enseignes scellées au sol ou fixées directement sur le sol ne peuvent dépasser une hauteur à partir du sol de 7 mètres. Elles sont limitées à 2 par établissement. Leur surface maximale unitaire est au maximum de 6 m2.

ESSONNE
19 DEC. 2020

7.2.2.2 - Enseignes lumineuses.

En dehors de la ZPPAUP et des lieux et immeubles mentionnés aux articles L.581-4 et L.581-8 du code de l'Environnement, où elles sont interdites, les enseignes lumineuses sont autorisés comme suit :

- Deux dispositifs par établissement,

- La lumière émise par les enseignes lumineuses ne peut être clignotante, à l'exception de la lumière émise par les croix de pharmacie (dominante verte) qui peut clignoter pendant les heures d'ouverture de l'officine,

- Les enseignes lumineuses fixées sur une toiture ou une terrasse en tenant lieu, seront réalisées au moyen de lettres découpées ou de signes dont les fixations présentent un minimum de visibilité.

7.2.2.3 - Enseignes particulières.

Sans préjudice de la réglementation en vigueur relative à la modification des façades lors d'un traitement global et soumise au dépôt d'un dossier conforme aux stipulations des articles R.422-2 à R.422-5 du Code de l'Urbanisme, des dérogations exceptionnelles pourront être accordées en cas de circonstances particulières.

7.2.3 – Préenseignes.

Les préenseignes situées hors agglomération doivent être conformes aux dispositions des articles 14 et 15 du décret 82-211 du 25 février 1982. La hauteur hors tout des dispositifs scellés au sol est limitée à 2,50 mètres.

Sur une même propriété foncière il ne peut être implanté plus de deux dispositifs simples distants en sus l'un de l'autre de plus de vingt mètres.
Les dispositifs lumineux sont interdits dans cette zone.

7.2.4 - Mobilier urbain.

Seul le mobilier urbain ne supportant pas de publicité est autorisé en Z.P.R.1.

ARTICLE 8 - ZONE DE PROTECTION RESTREINTE N° 2 (Z.P.R.2)

SOUS-PRÉFECTURE DE MELUN
19 DEC. 2000
ARRIVÉE

8.1 - DELIMITATION DE Z.P.R.2

Ces secteurs sont respectivement constitués par :

- le Centre Ville et le Vieux Villaine hormis les secteurs dépendants de la Z.P.P.A.U.P..

Ils comprennent les axes suivants :

Pour le Vieux Villaine :

- rue de Versailles de la rue du Président Allende à la rue du Dr Schaeffner et de la rue des migneaux à 50 m avant le carrefour avec la rue de la Bergerie,
- rue Lucien Sergent de l'avenue Allende à 60m avant l'intersection avec le sentier du clos de Villaine
- rue de la Bergerie, de la rue du Président Allende à 50m avant le carrefour avec la rue de Versailles
- chemin du Trou de l'Hôtel de la rue de la Bergerie à la rue du Président Allende,
- square du Clos de Villaine,
- avenue du Président Allende (de la rue des Ruelles au rond point S. Allende - côté pair -),

Pour le Centre Ville :

- avenue Charles De Gaulle,
- rue de la Division Leclerc (de l'Avenue du Général De Gaulle à l'axe des talus de la voie R.F..F. Versailles- Juvisy),
- rue Fustel de Coulanges,
- rue Jules Ferry de la rue de l'Europe (RD 120) à la rue Mermoz,
- Passage de la Source de 25m après le carrefour avec la rue A. Nicolas jusqu'à l'Avenue du Général de Gaulle,
- rue des Goachères du Passage de la Source 25m avant l'intersection avec l'Avenue de la Gare,
- rue Eugène Crétel de la rue Mangeon à l'allée du clos d'Origny,
- place de l'appel du 18 juin,
- Sentier des Pierrottes,
- allée des Fauvettes,
- rue de Paris (de la place du 8 mai 1945 à l'axe du talus R.F.F. - côté talus R.F.F.),
- rue de l'Égalité,
- allée du clos d'Origny,

- rue du Village,
- allée des Roses,
- rue Suzanne,
- rue Mangeon, de 20m après l'intersection avec la rue Max Dormoy à la rue André Chénier
- chemin des Sablons de la limite de la ZPPAUP à la rue de l'Égalité,
- rue André Chénier (de la rue Pierre Picard à la rue G. Péri),
- boulevard des Pyrénées,
- rue Pierre Picard de la limite de la ZPPAUP aux Bd des Pyrénnées,
- rue Pasteur,
- rue Jean Mermoz de la limite de la ZPPAUP à la rue Appert,
- rue Appert de la limite de la ZPPAUP à la rue Jean Mermoz,
- l'axe des talus des voies R.F..F. et R.E.R. de cette zone sera la dernière limite de la Z.P.R.2.

Le plan annexé précise les limites de la Z.P.R.2.

8.2 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES A LA Z.P.R.2.

SOUS-PRÉFECTURE
19 DEC. 2000
ARRIVÉE

8.2.1 - Publicité.

La publicité est soumise aux dispositions suivantes :

- superficie maximale unitaire fixée à 4 m²,
- hauteur maximale d'affichage au-dessus du niveau du sol = 5 mètres,
- un seul panneau par mur de clôture aveugle ou pignon,
- dispositifs scellés au sol interdits,
- dispositifs lumineux sur une toiture ou une terrasse en tenant lieu, interdits.

8.2.2 - Enseignes.

Les enseignes sont soumises à autorisation du Maire et sont limitées à 2 enseignes par établissement et par façade.

8.2.2.1 - Enseignes non lumineuses.

En plus des stipulations du décret n° 82-211, les enseignes sont autorisées comme suit :

- Par activité le nombre d'enseigne est limité à une enseigne disposée à plat et une enseigne drapeau. Exceptionnellement les activités situées à l'intersection de deux voies pourront disposer d'une enseigne disposée à plat et d'une enseigne drapeau pour chaque voie.
- Les enseignes disposées à plat sont implantées dans la hauteur du rez-de-chaussée . La hauteur minimale de la base du dispositif à partir du sol est de deux mètres.
- Les enseignes drapeaux sont implantées entre le haut de la devanture et l'appui de la fenêtre du premier étage ou dans l'emprise des fenêtres du premier étage. Les dimensions maximales du dispositif sont de 0,80 m x 0,80 m.
- Les couleurs des enseignes sont en harmonie avec la façade de l'immeuble.

Les enseignes scellées au sol ou fixées directement sur le sol sont interdites.

8.2.2.2 - Enseignes lumineuses.

- superficie totale limitée à 4 m² pour les enseignes parallèles au mur et 1 m² pour les enseignes perpendiculaires au mur,
- dispositifs scellés au sol interdits,
- la lumière émise par les enseignes ne peut être clignotante ou obtenue par combinaison de points lumineux à l'exception de la lumière émise par les croix de pharmacie (dominante verte) qui peut clignoter pendant les heures d'ouverture de l'officine.
- de plus les conditions d'apposition et les dimensions maximales des enseignes doivent tenir compte de l'architecture des immeubles. L'avis de l'Architecte des Bâtiments de France sera demandé pour le secteur protégé.

8.2.2.3 - Enseignes particulières.

Sans préjudice de la réglementation en vigueur relative à la modification des façades lors d'un traitement global et soumise au dépôt d'un dossier conforme aux stipulations des articles R.422-2 à R.422-5 du Code de l'Urbanisme, des dérogations exceptionnelles pourront être accordées en cas de circonstances particulières.

8.2.3 - Mobilier urbain.

Le mobilier urbain, tel que défini au chapitre III du décret n° 80-923 du 21 novembre 1980 et faisant l'objet d'une convention avec la Ville, est autorisé dans les conditions suivantes :

- la superficie unitaire maximale affectée à la publicité est limitée à 2 m², plus 2 m² par tranche de 6 m² de surface abritée au sol sans que la publicité ne puisse excéder 2 m² par face,

- les colonnes porte-affiches pourront recevoir des publicités d'une surface maximale de 8 m²,

- hauteur maximale à partir du sol : 5 m. Cet alinéa ne concerne pas les mâts porte-affiches, ni les colonnes porte-affiches.

8.2.4 - Affichage d'opinion et des associations sans but lucratif.

Il est autorisé sur les emplacements situés sur la voie publique, prévus à cet effet et fixés notamment dans l'arrêté municipal pris en application du décret n° 82-220 du 25 février 1982.

ARTICLE 9 - ZONE DE PROTECTION RESTREINTE N° 3 (Z.P.R.3).

9.1 - PERIMETRE DE LA Z.P.R.3

La Z.P.R.3 concerne l'ensemble de l'agglomération de Massy déduction faite des autres zones. Le plan annexé précise les limites de la Z.P.R.3.

SOUS-PRÉFECTURE DE PALAISEAU
SOUS-PRÉFECTURE
19 DEC. 2000
ARRIVÉE

9.2 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES A LA Z.P.R.3.

9.2.1 - Publicité.

9.2.1.1. - Publicité non lumineuse.

La publicité est soumise aux dispositions suivantes :

- superficie maximale unitaire fixée à 12 m²,

- hauteur maximale d'affichage au-dessus du niveau du sol = 6 mètres,

- nombre de panneaux admis :

  - ➢ aucun dispositif publicitaire par propriété foncière ne présentant pas de façade sur une voie ouverte à la circulation publique ou si le linéaire de façade est inférieur à 15 mètres,

  - ➢ un dispositif publicitaire simple par propriété foncière présentant un lin,aire de façade compris entre 15 et 40 mètres,

  - ➢ deux dispositifs publicitaires simples ou un double par propriété foncière présentant un linéaire de façade compris entre 40 et 60 mètres,

  - ➢ trois dispositifs publicitaires simples ou deux dispositifs publicitaires doubles par propriété foncière présentant un linéaire de façade supérieure à 60 mètres.

Sans excéder la densité définie ci-dessus et dans le cas de dispositifs fixés sur un mur :

- un seul dispositif est admis sur les murs aveugles ou ne comportant que des ouvertures de surface réduite, des immeubles d'habitation, industriels ou commerciaux.

Pour toutes parcelles constituant une seule unité, où est inclus un immeuble d'habitation ou un établissement commercial et qui appartiennent à un seul et même propriétaire ou un même syndicat de propriétaire, le cumul du linéaire de façade par rapport à la voie considérée, est utilisé pour l'application du présent article. Au cas où les voies publiques ouvertes à la circulation publique bordant la parcelle appartiendraient à des zones de protection différentes, les dispositifs seront conformes aux dispositions de chaque zone.

- implantation : en plus des règlements en vigueur les dispositifs publicitaires ne peuvent pas être implantés sur une même propriété foncière à moins de 40 mètres l'un par rapport à l'autre pris dans toutes les directions autour d'un dispositif double. Cette valeur est ramenée à 20 mètres entre deux dispositifs simples.

Les dispositifs scellés directement sur le sol et situés à moins de 5 m d'un mur d'un corps de bâtiment ne peuvent excéder en tout point les limites supérieures de celui-ci.

SOUS-PRÉFECTURE
19 DEC. 2020
ARRIVÉE

9.2.1.2 - Publicité lumineuse.

Les dispositifs sont soumis à autorisation du Maire dans les conditions suivantes :

- lorsqu'un dispositif est situé sur une toiture ou sur une terrasse en tenant lieu, sa hauteur ne peut excéder le dixième de la hauteur de la façade de l'immeuble avec un maximum de 2 mètres,

- les dispositifs scellés au sol sont interdits,

- la lumière émise ne peut être clignotante ou obtenue par combinaison de points lumineux à l'exception de l'indication de la température ou de l'heure,

- implantation : deux dispositifs lumineux ne peuvent être implantés à une distance inférieure à 40 mètres l'un par rapport à l'autre.

9.2.2. - Enseignes.

En plus des stipulations du décret n° 82-211, les enseignes sont soumises à autorisation du Maire. Leur nombre limité à 4 par établissement dont 1 dispositif scellé au sol. Les dispositifs scellés au sol ne peuvent être placés à moins de 10 m d'un bâtiment. Les enseignes sont fixées soit parallèlement au mur qui les supporte soit perpendiculairement.

9.2.2.1. - Enseignes non lumineuses.

Surface totale maximale : 8 m² - Rapport maximum l/L=1/3
Hauteur maximale à partir du sol : 7 m.
Elles ne peuvent être apposées sur une toiture ou une terrasse en tenant lieu, ni dépasser les limites du mur qui les supporte.

SOUS-PRÉFECTURE
ESSONNE
19 DEC. 2020
ARRIVÉE

9.2.2.2 - Enseignes lumineuses.

- surface totale maximale : 8 m² - Rapport l/L=1/3
- dispositifs clignotants ou obtenus par combinaison de points lumineux interdits, à l'exception de la lumière émise par les croix de pharmacie (dominante verte) qui peut clignoter pendant les heures d'ouverture de l'officine.

9.2.2.3. - Enseignes particulières.

Sans préjudice de la réglementation en vigueur relative à la modification des façades lors d'un traitement global et soumise au dépôt d'un dossier conforme aux stipulations des articles R.422-2 à R.422-5 du Code de l'Urbanisme, des dérogations exceptionnelles pourront être accordées en cas de circonstances particulières.

9.2.3.- Mobilier urbain.

Le mobilier urbain est soumis aux stipulations du chapitre III du décret n° 80-923.

- la surface maximale unitaire pouvant supporter la publicité est limitée à 6 m², toutefois elle est portée à 12 m² le long des voies suivantes :
  - L'avenue du Maréchal Leclerc (R.N.20)
  - L'avenue de l'Europe et l'avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny (R.D. 120)

- Avenue des martyrs de Soweto
- Rue Lucien Sergent de l'avenue du président Allende à la limite de commune avec Palaiseau
- Avenue du président S. Allende
- Rue de Vilgénis (coté impair) de l'avenue du président S. Allende au centre de Secours

- la hauteur maximale de la limite supérieure du mobilier publicitaire est fixée à 5 mètres à partir du sol. Cet alinéa ne concerne ni les mâts porte-affiches ni les colonnes porte-affiches,
- le mobilier urbain, régi par l'article 24 du décret n° 80-923, peut recevoir de la publicité lumineuse.

9.2.4 - Affichage d'opinion et des associations sans but lucratif.

Il est autorisé sur les emplacements situés sur la voie publique, prévus à côté effet et fixés notamment dans l'arrêté municipal pris en application du décret n° 82-220 du 25 février 1982.

SOUS-PRÉFECTURE D'ESSONNE
19 DEC. 2000
ARRIVÉE

ARTICLE 10 - ZONE DE PROTECTION RESTREINTE N° 4 (Z.P.R.4)

10.1 - DELIMITATION DE LA Z.P.R.4.

Le périmètre de la Z.P.R.4 est défini comme suit et est reporté au plan annexé :

- chemin des Bœufs(limite d'agglomération avec Palaiseau et Champlan), de la rue L. Sergent à la route de la Bonde ,
- la limite d'agglomération Est à partir du RD 120 jusqu'à la route de la Bonde,
- le RD 120 (côté impair) de l'origine du Rond Point de l'Appel du 18 juin à la limite de l'agglomération Est,
- rue de Paris, de la rue V. Basch ~~au~~ à l'origine du Rond Point de l'Appel du 18 juin,
- rue V. Basch (coté impair) de l'Av. Carnot à la rue de Paris,
- l'avenue Carnot (côté impair) de la rue V. Basch au chemin des Femmes
- La limite Sud-Ouest du caisson TGV du chemin des Femmes à 50 m avant la Voie V. Basch,
- La traversée des faisceaux ferrés à 50 m de la rue V. Basch,
- La limite Nord- Est du domaine public ferroviaire de la limite de commune avec Palaiseau à 50 m avant la rue V. Basch,

Le plan annexé précise les limites de la Z.P.R.4.

10.2 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES A LA Z.P.R.4.

A l'intérieur du périmètre défini à l'article 10-1 les prescriptions suivantes, sont applicables sur toutes les parcelles bordant les axes.

10.2.1 - Publicité.

La publicité est soumise aux mêmes règles que dans la Z.P.R.3.

10.2.2 - Enseignes.

Elles sont soumises à autorisation du Maire.

10.2.2.1 - Enseignes non lumineuses.

Ces dispositifs sont soumis aux stipulations du décret n° 82-211 du 24 février 1982. Elles ne peuvent être apposées sur une toiture ou une terrasse en tenant lieu, ni dépasser les limites du mur du bâtiment qui les supporte.

Enseignes scellées au sol :
- surface maximale unitaire de 12 m²,
- limitées à deux dispositifs simple face par établissement,
- les dispositifs seront de type monopied.

10.2.2.2 - Enseignes lumineuses.

La surface maximale unitaire est de 12 m². Les enseignes lumineuses directement scellées au sol, hormis les totems, sont interdites. Les totems sont limités à 1 dispositif par établissement et d'une hauteur hors tout de 15 m. D'autres dispositions exceptionnelles peuvent être admises pour certains dispositifs ou pictogrammes signalant des activités déterminées.

10.2.2.3 - Enseignes particulières.

Sans préjudice de la réglementation en vigueur relative à la modification des façades lors d'un traitement global et soumise au dépôt d'un dossier conforme aux stipulations des articles R.422-2 à R.422-5 du Code de l'Urbanisme, des dérogations exceptionnelles pourront être accordées en cas de circonstances particulières.

10.2.3 - Mobilier urbain.

Le mobilier urbain est soumis aux stipulations du chapitre III du décret n° 80-923. En sus :
- la surface maximale unitaire pouvant supporter la publicité est limitée à 8 m²,
- la hauteur maximale de la limite supérieure du dispositif publicitaire est fixée à 5 mètres à partir du sol. Cet alinéa ne concerne ni les mâts porte-affiches ni les colonnes porte-affiches,
- le mobilier urbain, régi par l'article 24 du décret n° 80-923, peut recevoir de la publicité lumineuse.

10.2.4 - Affichage d'opinion.

L'affichage d'opinion est soumis aux mêmes règles qu'à l'article 8.2.4.

SOUS-PRÉFECTURE DE PALAISEAU
ESSONNE
19 DEC. 2000
ARRIVÉE

ARTICLE 12 - ZONES DE PUBLICITE AUTORISEE (Z.P.A.).

12.1 - DELIMITATION DE LA Z.P.A.

Elle comprend les axes suivants :

- L'avenue du Maréchal Leclerc (RN 20) côté impair, de la rue du Pérou jusqu'à la rue Massenet et côté pair du passage du pont autoroutier C6 jusqu'à la limite de commune avec Chilly Mazarin.
- L'avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny (RD 120) de la limite de commune avec Chilly-Mazarin jusqu'à l'autoroute A10 –avant l'origine du pont sur A10-.
- Rue des Champarts.
- Route de la Bonde (coté impair) de la limite d'agglomération jusqu'à la limite de commune avec Champlan (chemin rural dit des femmes)
- Avenue du Maréchal Juin (RD 59) de la limite d'agglomération jusqu'à la limite de commune avec Champlan (chemin rural dit des femmes) (coté pair)
- Le chemin rural dit des femmes du R.D. 59 à la route de la Bonde
- Nouvelle voie de l'Aulnay-Dracourt
- Les voies nouvelles à créer dans le périmètre au fur et à mesure du démarrage des activités

Le plan annexé précise les limites de la Z.P.A.

12.2 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES À LA Z.P.A.

Les dispositions suivantes ne s'appliquent que sur les terrains urbanisés au sens de la loi n° 95-101 du 02 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'Environnement.

12.2.1 - Publicité.

12.2.1.1. - Publicité non lumineuse.

SOUS-PRÉFECTURE
19 DEC. 2000
ARRIVÉE

Les dispositifs sont autorisés comme suit :

- superficie maximale unitaire : 12 m²

- hauteur maximale au-dessus du sol : 6 m

nombre de panneaux admis :

. AUCUN dispositif publicitaire par parcelle ne présentant pas une façade sur une voie ouverte à la circulation et dont le linéaire de façade est inférieur à 20 m.

. UN dispositif publicitaire simple par parcelle présentant un linéaire de façade compris entre 20 m et 50 m.

. DEUX dispositifs publicitaires simples par parcelle présentant un linéaire de façade compris entre 50 m et 100 m.

. TROIS dispositifs simples au-delà de 100 m.

Pour toutes parcelles constituant une seule unité, où est inclus un immeuble d'habitation ou un établissement commercial et qui appartiennent à un seul et même propriétaire, le

cumul du linéaire de façade par rapport à la voie considérée, est utilisé pour l'application du présent article.

Sans excéder la densité définie ci-dessus et dans le cas de dispositifs fixés sur un mur, un seul dispositif est admis par mur aveugle ou comportant des ouvertures réduites.

- implantation : en plus des règlements en vigueur les dispositifs publicitaires ne peuvent pas être implantés sur une même parcelle à moins de 20 m l'un par rapport à l'autre pris dans toutes les directions,

- les dispositifs scellés directement sur le sol et situés à moins de 5 m d'un mur d'un corps de bâtiment ne peuvent excéder en tout point les limites supérieures de celui-ci.

En ce qui concerne les dispositifs doubles, ils feront l'objet d'une intégration architecturale qui tiendra compte de l'ensemble des supports publicitaires sur la même parcelle.

12.2.1.2. - Publicité lumineuse.

Sous réserve de l'application des dispositions de l'article L.581-9 du Code de l'Environnement les dispositifs lumineux sont soumis à autorisation du Maire dans les conditions suivantes :

- lorsqu'un dispositif est situé sur une toiture ou sur une terrasse en tenant lieu, sa hauteur ne peut excéder le dixième de la hauteur de la façade de l'immeuble avec un maximum de 2 mètres,

- les dispositifs scellés au sol sont interdits,

- la lumière émise ne peut être clignotante ou obtenue par combinaison de points lumineux à l'exception de l'indication de la température ou de l'heure,

- implantation : deux dispositifs lumineux ne peuvent être implantés à une distance inférieure à 40 mètres l'un par rapport à l'autre.

SOUS-PRÉFECTURE D'ESSONNE
19 DEC. 2000
ARRIVÉE

12.2.2 - Enseignes.

Elles sont soumises à autorisation du Maire. Les enseignes doivent être parallèles ou perpendiculaires au mur qui les supporte.

12.2.2.1 - Enseignes non lumineuses.

Ces dispositifs sont soumis aux stipulations du décret n° 82-211 du 24 février 1982. Elles ne peuvent être apposées sur une toiture ou une terrasse en tenant lieu, ni dépasser les limites du mur du bâtiment qui les supporte.

Enseignes sellées au sol :

- surface maximale unitaire de 12 m²,
- limitées à un dispositif double-face ou à deux dispositifs simple face par établissement,
- les dispositifs seront de type monopied.

12.2.2.2 - Enseignes lumineuses

La surface maximale unitaire est de 12 m². Les enseignes lumineuses directement scellées au sol, hormis les totems, sont interdites. Les totems sont limités à 1 dispositif par établissement. D'autres dispositions exceptionnelles peuvent être admises pour certains dispositifs ou pictogrammes signalant des activités déterminées.

12.2.2.3 - Enseignes particulières.

Sans préjudice de la réglementation en vigueur relative à la modification des façades lors d'un traitement global et soumise au dépôt d'un dossier conforme aux stipulations des articles R.422-2 à R.422-5 du Code de l'Urbanisme, des dérogations exceptionnelles pourront être accordées en cas de circonstances particulières.

12.2.3 - Mobilier urbain.

Le mobilier urbain est soumis aux stipulations du chapitre III du décret n° 80-923. En sus :

- la surface maximale unitaire pouvant supporter la publicité est limitée à 8 m²,
- la hauteur maximale de la limite supérieure du dispositif publicitaire est fixée à 5 mètres à partir du sol. Cet alinéa ne concerne ni les mâts porte-affiches ni les colonnes porte-affiches,
- le mobilier urbain, régi par l'article 24 du décret n° 80-923, peut recevoir de la publicité lumineuse.

12.2.4 - Affichage d'opinion et des associations sans but lucratif.

Il est autorisé sur les emplacements situés sur la voie publique, prévus à cet effet et fixés notamment dans l'arrêté municipal pris en application du décret n° 82-220 du 25 février 1982.

ESSONNE
19 DEC. 2000
ARRIVÉE

CHAPITRE III

DISPOSITIONS COMMUNES

ARTICLE 13 - NATURE DES DISPOSITIFS PUBLICITAIRES, DES PRÉENSEINGNES ET ENSEIGNES ET ENTRETIEN DE CES DISPOSITIFS.

13.1 - PUBLICITE - PREENSEIGNES.

- tous les supports publicitaires et préenseignes admis sur l'ensemble du territoire communal devront être construits en matériaux inaltérables, acier galvanisé ou aluminium ou plastique,

- la face arrière des dispositifs visibles d'une voie ouverte à la circulation présentant une simple face affichable devra être habillée ainsi que les champs des dispositifs simples comportant une double-face affichable.

- Les publicités seront munies de dispositifs anti-pigeons en tant que besoin.

- Les dispositifs publicitaires scellés au sol sont de type « Monopied » .

- La fixation au sol des dispositifs publicitaires et du mobilier urbain est effectuée en conformité avec les normes édictées par la profession ainsi que les règles N.V. 64 . La structure résiste aux vents rencontrés sur la commune de façon récurrente.

13.2 - ENSEIGNES.

- toutes les enseignes installées sur le territoire de la commune de Massy devront être construits en matériaux inaltérables ; acier galvanisé, laqué, aluminium anodisé ou laqué ou plastique résistant aux ultraviolets. L'utilisation de tubes "néon" spécialement mis en œuvre est possible sauf dispositions particulières contraire d'un règlement de zone,

- la face arrière des dispositifs visibles d'une voie ouverte à la circulation présentant une simple face affichable devra être habillée ainsi que les champs des dispositifs simples.

- les enseignes seront munies de dispositifs anti-pigeons en tant que besoin.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

SOUS-PRÉFECTURE DE PALAISEAU
ESSONNE
19 DEC. 2000
ARRIVÉE

ARTICLE 14 - PALISSADES DE CHANTIER.

Dans toutes les Zones de Publicité Restreintes (Z.P.R.), les Z.P.A. et dans les secteurs protégés, les palissades des chantiers soumis à demande de permis de construire ou déclaration de travaux pourront supporter des panneaux publicitaires dont la surface unitaire ne pourra excéder 12 m².

Ces panneaux publicitaires devront être intégrés à la palissade.

Ils devront être installés à 50 cm au-dessus du niveau du sol et ne pourront pas dépasser la palissade de plus de 1/3 de leur hauteur, conformément à l'article 4 du décret n° 80-923 du 21 novembre 1980.

L'installation de ces panneaux publicitaires devra cesser dès l'établissement de l'avis de fin de chantier correspondant.

En tout état de cause toute cessation de travaux dûment constatée par les agents chargés du contrôle de la publicité visés à l'article 20 du présent arrêté dans un délai de 3 mois vaudra, pour cet objet, fin de chantier et entraînera d'office le retrait des publicités.

La Ville se réserve le droit d'exploiter à son profit, comme support publicitaire, les palissades de chantier établies sur le domaine public.

ARTICLE 15 - AMENAGEMENTS PUBLICITAIRES PARTICULIERS.

Dans les Zones de Publicité Restreinte, sur le linéaire de façade du terrain considéré, il sera possible d'augmenter le nombre et la surface des panneaux publicitaires dans la mesure où l'aménagement d'accompagnement aura fait l'objet d'une étude architecturale s'intégrant dans le site, et aura obtenu après concertation l'agrément de la Ville.

De la même manière, en Z.P.R. et Z.P.A. des aménagements publicitaires utilisant des produits faisant appel à des technologies nouvelles ou des méthodes exceptionnelles pourront obtenir après concertation, l'agrément de la Ville.

ARTICLE 16 - PREENSEIGNES ET ENSEIGNES TEMPORAIRES.

La pose de préenseignes et d'enseignes temporaires relevant de l'article 16 du décret 82-211 du 24 février 1982 pourra être autorisée après accord du Maire sur l'ensemble du territoire communal sous réserve du respect des stipulations dudit décret. La surface maximale unitaire des enseignes et préenseignes temporaires est fixée à 1,5 m² en ZPR1 et 2, à 4m² en Z.P.R.3 et à 12 m² dans les autres zones.

Les préenseignes et les enseignes temporaires érigées pendant plus de trois mois consécutifs relèvent des dispositions constitutives de l'article 13.

ARTICLE 17 - REGIME DES AUTORISATIONS.

Les autorisations de pose d'un dispositif publicitaire, d'une enseigne ou d'une préenseigne seront délivrées conformément à la procédure définie respectivement par le chapitre IV du décret 80-923 et les articles 8 à 13 du décret 82-211.

ARTICLE 18 - DISPOSITIONS TEMPORAIRES.

Les publicités, enseignes et préenseignes présentes avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, sous réserve de ne pas contrevenir aux règlements antérieurs et qui ne seraient pas conformes aux nouvelles prescriptions ne peuvent être maintenues plus de deux ans à compter de la mise en application du présent arrêté.

SOUS-PRÉFECTURE D'ESSONNE
19 DEC. 2000
ARRIVÉE

ARTICLE 19 - SANCTIONS.

Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux dispositions de la section 6 du livre V titre VIII du Code de l'Environnement et des textes pris pour son application.

ARTICLE 20 - EXECUTION.

Le Directeur Général des Services, le Directeur Général des Services Techniques de la commune, les fonctionnaires territoriaux de la commune chargés de l'inspection de la salubrité ainsi que ceux de la Police Municipale; sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait en Mairie de Massy, le 05 décembre deux mille.

LE MAIRE

MAIRIE DE MASSY ESSONNE

Vincent DELAHAYE

SOUS-PRÉFECTURE DE PALAISEAU ESSONNE

19 DEC. 2000

ARRIVÉE

Envoyé en préfecture le 16/10/2019
Reçu en préfecture le 16/10/2019
Affiché le
ID : 091-219103777-20191016-DEL_2019_223-DE

MASSY
Ma Ville Avance

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE

REGLEMENT

Approbation par le CM du 3 octobre 2019

Envoyé en préfecture le 16/10/2019
Reçu en préfecture le 16/10/2019
Affiché le
ID : 091-219103777-20191016-DEL_2019_223-DE

ARTICLE 1 : Dispositions applicables aux publicités et préenseignes, communes aux 3 zones de publicité

Dispositifs admis

Outre l'affichage mentionné à l'article L. 581-17 du code de l'environnement, sont admises dans les deux zones de publicité, y compris dans les lieux mentionnés au paragraphe I de l'article L. 581-8 du même code où les dispositifs mentionnés dérogent alors aux interdictions légales résultant de ce paragraphe, les publicités et préenseignes désignées ci-après et sous les conditions suivantes :

- sur les emplacements destinés à l'affichage d'opinion ainsi qu'à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif, mentionnés à l'article L. 581-13 du code de l'environnement,
  - dans les conditions définies par les articles R. 581-2 et R. 581-3 du même code ;
- sur les palissades de chantier,
  - dans la limite d'un dispositif par tranche de 20 mètres linéaires de palissade,
  - sans dépassement des limites de la palissade ;
- sur les bâches de chantier mentionnées à l'article R. 581-54 du code de l'environnement,
  - dans les conditions définies par les articles R. 581-53 et R. 581-54 du même code ;
- sur des dispositifs de dimensions exceptionnelles mentionnés au deuxième alinéa de l'article L. 581-9 du code de l'environnement,
  - dans les conditions définies par l'article R. 581-56 du même code ;

Extinction nocturne

Les publicités lumineuses sont éteintes entre 1 heure et 6 heures, à l'exception de celles éclairées par projection ou transparence supportées par le mobilier urbain et des publicités numériques supportées par le mobilier urbain, à condition que leurs images soient fixes.
Il peut être dérogé à ces obligations d'extinction nocturne à l'occasion d'événements exceptionnels définis par arrêté municipal ou préfectoral.

ARTICLE 2 : Dispositions applicables aux publicités et préenseignes en zone de publicité 1 (ZP 1)

Outre les dispositifs mentionnés à l'article 1er ci-avant, sont exclusivement admises en zone de publicité 1, correspondant aux lieux mentionnés au paragraphe I de l'article L. 581-8 du même code où les dispositifs mentionnés dérogent alors aux interdictions légales résultant de ce paragraphe, les publicités et préenseignes désignées ci-après et sous les conditions suivantes :

- les dispositifs installés sur les quais de gare dans les conditions fixées par la réglementation nationale ;
- les dispositifs de petit format intégrés à une devanture commerciale, dans la limite d'un dispositif par établissement de surface unitaire n'excédant pas 0,5m^2 .
- sur le mobilier urbain, dans les conditions définies par les articles R. 581-42 à R. 581-47 du code de l'environnement, la surface unitaire d'affichage, étant limitée à :
  - 2 m² lorsqu'il s'agit de dispositifs lumineux autres qu'éclairés par projection ou transparence apposés sur les mobiliers urbains mentionnés aux articles R. 581-43 à R. 581-46,
  - 2,1 m² lorsqu'il s'agit de dispositifs, lumineux ou non, apposés sur le mobilier urbain mentionné à l'article R. 581-47,

Envoyé en préfecture le 16/10/2019
Reçu en préfecture le 16/10/2019
Affiché le
ID : 091-219103777-20191016-DEL_2019_223-DE

ARTICLE 3 : Dispositions applicables aux publicités et préenseignes en zone de publicité 2 (ZP2) et zone de publicité 3 (ZP3)

Outre les dispositifs mentionnés à l'article 1er ci-avant, sont admises en zones de publicité 2 et 3, les publicités et préenseignes dans le respect des règles nationales et des conditions suivantes :

- **Dans les lieux mentionnés au paragraphe I de l'article L. 581-8 du code de l'environnement**
  - les seuls dispositifs admis par dérogation à l'interdiction édictée par ce paragraphe sont ceux admis dans la ZP1.
- **En dehors des lieux mentionnés au paragraphe I de l'article L. 581-8 du code de l'environnement**
  - dispositifs muraux, non lumineux ou ne supportant que des affiches éclairées par projection ou transparence :
    - ils sont interdits sur les clôtures et sur les murs autres que de bâtiment,
    - leur surface unitaire est limitée à 8 m² d'affichage et à 10,60 m² avec encadrement,
    - aucun point d'un dispositif ne peut se trouver à moins de 0,50 m des limites du mur ;
  - dispositifs scellés au sol ou installés directement sur le sol, non lumineux ou ne supportant que des affiches éclairées par projection ou transparence :
    - leur surface unitaire est limitée à 8 m² d'affichage et à 10,60 m² avec encadrement,
    - en ZP2, ils sont admis sur les unités foncières présentant une longueur de façade sur rue au moins égale à 15 mètres ;
  - dispositifs lumineux autres que ceux ne supportant que des affiches éclairées par projection ou transparence :
    - en ZP2, ils sont interdits sur toiture ou terrasse en tenant lieu,
    - en ZP2, lorsqu'ils sont scellés au sol ou installés directement sur le sol, ils sont admis sur les unités foncières présentant une longueur de façade sur rue au moins égale à 15 mètres.
  - dispositifs apposés sur mobilier urbain, dans les conditions définies par les articles R. 581-42 à R. 581-47 du code de l'environnement :
    - la surface unitaire d'affichage de la publicité supportée sur le mobilier urbain mentionné à l'article R. 581-47, est limitée à 8 m² ;
  - dispositifs de petit format sur vitrines commerciales, dans les conditions définies par l'article R. 581-57 du même code ;
  - bâches publicitaires mentionnées à l'article R. 581-55 du code de l'environnement :
    - une seule bâche peut être apposée sur une façade qui ne comporte aucun autre dispositif,
    - la surface unitaire est limitée à 20 m².

Hors des lieux mentionnés au paragraphe I de l'article L. 581-8 du code de l'environnement, les dispositifs muraux, scellés au sol ou installés directement sur le sol, qu'ils soient ou non lumineux, doivent respecter les **règles de densité** suivantes :

- conditions générales :
  - sur une même unité foncière, le panachage entre dispositifs muraux et scellés au sol ou installés directement sur le sol n'est pas admis,

Envoyé en préfecture le 16/10/2019
Reçu en préfecture le 16/10/2019
Affiché le
ID : 091-219103777-20191016-DEL_2019_223-DE

- un espacement d'au moins 20 m est exigé entre deux dispositifs scellés au sol situés sur une même unité foncière,
- en cas de publicité numérique, un seul dispositif est admis.

- en bordure d'une voie ouverte à la circulation publique, le nombre de dispositifs installés sur une sur une même unité foncière est défini selon la longueur de façade sur rue :
  - **<u>En ZP2</u> :**
    - longueur de façade sur rue inférieure à 15 m : aucun dispositif scellé au sol ou installé directement sur le sol, 1 dispositif mural ;
    - longueur de façade sur rue supérieure ou égale à 15m et inférieure à 40 m : 1 dispositif scellé au sol ou installé directement sur le sol, ou 1 dispositif mural ;
    - longueur de façade sur rue supérieure ou égale à 40 m : 2 dispositifs scellés au sol ou installés directement sur le sol, ou 1 dispositif mural.
  - **<u>En ZP3</u> :**
    - longueur de façade sur rue inférieure à 40 m : 1 dispositif scellé au sol ou installé directement sur le sol, ou 1 dispositif mural ;
    - longueur de façade sur rue supérieure ou égale à 40 m et inférieure à 80 m : 2 dispositifs scellés au sol ou installé directement sur le sol ou 1 dispositif mural ;
    - longueur de façade sur rue supérieure ou égale à 80 m : 3 dispositifs scellés au sol ou installés directement sur le sol ou 2 dispositifs apposés sur murs différents.

<u>ARTICLE 4</u> : Dispositions applicables aux enseignes communes à l'ensemble du territoire communal

Les enseignes sont admises sur l'ensemble du territoire communal, dans le respect des règles nationales et des conditions suivantes :

- les dispositifs doivent assurer une intégration environnementale et paysagère satisfaisante, tant sur leur support que dans leur environnement ; ils doivent notamment :
  - respecter les lignes de composition de la façade, les emplacements des baies et ouvertures,
  - ne masquer aucun élément décoratif de la façade, ni chevaucher la corniche ou le bandeau,
  - rechercher la simplicité des visuels, une faible épaisseur et la discrétion des fixations et des dispositifs d'éclairage.

<u>ARTICLE 5</u> : Dispositions applicables aux enseignes en Zone de Publicité 1 (ZP1) et dans les lieux d'interdiction légale de publicité

En zone de publicité 1 ainsi que dans les lieux mentionnés au paragraphe I de l'article L. 581-8 du code de l'environnement, les enseignes doivent respecter les prescriptions suivantes :

- interdictions :
  - sur le garde-corps d'un balcon ou d'un balconnet,
  - sur un auvent ou une marquise,
  - en toiture ou terrasse en tenant lieu,
  - sur clôture,
  - scellées au sol ;

- installation à plat ou parallèlement à un mur :

Envoyé en préfecture le 16/10/2019
Reçu en préfecture le 16/10/2019
Affiché le
ID : 091-219103777-20191016-DEL_2019_223-DE

- lorsque l'activité dispose d'une devanture commerciale, les enseignes sont, soit intégrées dans le bandeau qui surplombe la vitrine, soit disposées au-dessus de la devanture, sans en dépasser les limites latérales, ni le bord supérieur de l'allège des baies du 1er étage,
- en l'absence de devanture, les enseignes doivent être installées dans les limites de la partie de façade du bâtiment derrière laquelle est exercée l'activité signalée,
- lorsque l'activité est exercée uniquement en étage(s) ou sur plusieurs niveaux du bâtiment, les enseignes peuvent être apposées au niveau des étages occupés par l'activité signalée,
- elles sont réalisées, soit en lettres ou signes découpés apposés directement sur la façade ou la devanture, soit sur un dispositif plein d'une épaisseur inférieure à 15 centimètres, soit, s'il s'agit d'une devanture en bois, en y étant directement peintes,

- installation perpendiculaire au mur support :
  - elles sont limitées à un dispositif par établissement et par voie ouverte à la circulation publique bordant le terrain d'assiette de l'activité signalée,
  - un dispositif supplémentaire par établissement et par voie ouverte à la circulation publique bordant le terrain d'assiette de l'activité signalée est admis pour permettre de satisfaire une obligation réglementaire spécifique de signalisation,
  - leurs dimensions ne peuvent excéder 80 centimètres en hauteur et largeur ;
  - elles sont installées en limite de devanture ou de façade du bâtiment, dans le prolongement de l'éventuelle enseigne à plat ou parallèle à la façade, sans dépasser l'appui de fenêtre du 1er étage ;

- installation directe sur le sol :
  - les enseignes sont limitées à un dispositif dont la largeur est limitée à 0,80 m et la hauteur au-dessus du sol à 1,20 m, par établissement, placé le long de chaque voie ouverte à la circulation bordant le terrain d'assiette de l'activité signalée ;

- enseignes lumineuses, quel que soit leur support :
  - l'éclairage est réalisé, soit par projection par une rampe lumineuse dont la saillie est limitée à 10 centimètres et sans fixation visible, soit par des lettres découpées rétroéclairées ou diffusantes,
  - les enseignes lumineuses sans éclairage fixe, y compris les enseignes numériques, sont interdites, à l'exception de celles des pharmacies ou de tout autre service d'urgence.

ARTICLE 6 : Dispositions applicables aux enseignes hors Zone de Publicité 1 (ZP1) et hors lieux d'interdiction légale de publicité

En-dehors de la zone de publicité 1 et en-dehors des lieux mentionnés au paragraphe I de l'article L. 581-8 du code de l'environnement, les enseignes doivent respecter les prescriptions suivantes :

- le nombre des enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol dont la surface est inférieure ou égale à 1 m² est limité à 2 dispositifs par établissement, le long de chaque voie ouverte à la circulation publique bordant le terrain d'assiette de l'activité signalée,
- en ZP2 et ZP3, les enseignes scellées au sol ne peuvent excéder 10,60 m² et 8 m² si elles sont numériques. Elles ne peuvent s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol.
- les enseignes installées en toiture ou terrasse en tenant lieu sont interdites, hormis en ZP3.

MASSY
Ma Ville Avance
www.ville-massy.fr

Lieux d'interdiction légale et réglementaire de la publicité

N

- Lieux situés hors-agglomération
- Site classé de la Vallée de la Bièvre
- Site inscrit du domaine de Vilgénis
- Immeubles inscrits ou classés monuments historiques
- Site Patrimonial Remarquable
- Lieu situé à moins de 500m d'un monument historique classé ou inscrit
- Espaces boisés classés
- Zones N du plan local d'urbanisme

Plan de rues : IGN / Ville de Massy 2018
Information des Servitudes d'utilités publiques et du Plan local d'urbanisme : Ville de Massy, Direction de l'Urbanisme
Réalisation cartographique : Ville de Massy, Direction de l'Urbanisme - Décembre 2018

1:13 000

0 200 500 m

MASSY
Ma Ville Avance
www.ville-massy.fr

Réglement local de publicité

Plan de zonage

N

Règlement

- ZP1
- ZP2
- ZP3
- Zones hors-agglomération

0 500 m

Zonage élaboré par la ville de Massy, Direction Hygiène - Prévention - Risques.
Données fond de plan : IGN 2017 / Ville de Massy 2018 ; Données cadastrales DGFiP 2018
Réalisation cartographique : Ville de Massy, Direction de l'Urbanisme (Unité SIG) - Décembre 2018